N° 11-624-M au catalogue — N° 023
ISSN 1708-0177
ISBN 978-1-100-90852-6

Document analytique

Aperçus sur l'économie canadienne

Mesure de la contribution du secteur des entreprises non constituées en société à l'économie canadienne, 1997 à 2002

par Luke Rispoli

Division de l'analyse microéconomique
18-F, immeuble R.-H.-Coats, Ottawa, K1A 0T6

Téléphone : 1-800-263-1136

Statistique Canada Statistics Canada

Canada

Mesure de la contribution du secteur des entreprises non constituées en société à l'économie canadienne, 1997 à 2002

par Luke Rispoli

11-624-M N° 023
ISSN 1708-0177
ISBN 978-1-100-90852-6

Division des comptes des industries et
Division de l'analyse microéconomique
Statistique Canada, Ottawa K1A 0T6

613-951-6407
Courriel : luke.rispoli@statcan.gc.ca

Février 2009

L'auteur est reconnaissant à John Baldwin pour ses précisions et ses commentaires concernant le document. Il remercie également Yusuf Siddiqi pour ses conseils, Catherine Ten Den pour avoir aidé à produire les données et Art Ridgeway, Michel Girard et Pierre Généreux pour leurs commentaires.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2009

Tous droits réservés. Le contenu de la présente publication électronique peut être reproduit en tout ou en partie, et par quelque moyen que ce soit, sans autre permission de Statistique Canada, sous réserve que la reproduction soit effectuée uniquement à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé destiné aux journaux et/ou à des fins non commerciales. Statistique Canada doit être cité comme suit : Source (ou « Adapté de », s'il y a lieu) : Statistique Canada, année de publication, nom du produit, numéro au catalogue, volume et numéro, période de référence et page(s). Autrement, il est interdit de reproduire le contenu de la présente publication, ou de l'emmagasiner dans un système d'extraction, ou de le transmettre sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, reproduction électronique, mécanique, photographique, pour quelque fin que ce soit, sans l'autorisation écrite préalable des Services d'octroi de licences, Division des services à la clientèle, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

This publication is available in English (Catalogue no. 11-624-M, no. 023).

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises, les administrations canadiennes et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle qui sont observées par les employés lorsqu'ils offrent des services à la clientèle. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1-800-263-1136. Les normes de service sont aussi publiées sur le site www.statcan.gc.ca sous « À propos de nous > Offrir des services aux Canadiens ».

Série de documents de recherche Aperçus sur l'économie canadienne

La série de documents de recherche Aperçus sur l'économie canadienne permet de faire connaître les travaux de recherche effectués par le personnel du Secteur des études analytiques et des comptes nationaux, les boursiers invités et les universitaires associés. La série de documents de recherche a pour but de favoriser la discussion sur un éventail de sujets tels que les répercussions de la nouvelle économie, les questions de productivité, la rentabilité des entreprises, l'utilisation de la technologie, l'incidence du financement sur la croissance des entreprises, les fonctions de dépréciation, l'utilisation de comptes satellites, les taux d'épargne, le crédit-bail, la dynamique des entreprises, les estimations hédoniques, les tendances en matière de diversification et en matière d'investissements, les différences liées au rendement des petites et des grandes entreprises ou des entreprises nationales et multinationales ainsi que les estimations relatives à la parité du pouvoir d'achat. Les lecteurs de la série sont encouragés à communiquer avec les auteurs pour leur faire part de leurs commentaires, critiques et suggestions.

Les documents sont diffusés principalement au moyen d'Internet. Ils peuvent être téléchargés gratuitement sur Internet à www.statcan.gc.ca.

Tous les documents de recherche de cette série font l'objet d'un processus de révision institutionnelle et d'évaluation par les pairs afin de s'assurer de leur conformité au mandat confié par le gouvernement à Statistique Canada en tant qu'agence statistique et de leur pleine adhésion à des normes de bonne pratique professionnelle, partagées par la majorité.

Les documents de cette série comprennent souvent des résultats provenant d'analyses statistiques multivariées ou d'autres techniques statistiques. Il faut noter que les conclusions de ces analyses sont sujettes à des incertitudes dans les estimations énoncées.

Le niveau d'incertitude dépendra de plusieurs facteurs : de la nature de la forme fonctionnelle de l'analyse multivariée utilisée; de la technique économétrique employée; de la pertinence des hypothèses statistiques sous-jacentes au modèle ou à la technique; de la représentativité des variables prises en compte dans l'analyse; et de la précision des données employées. Le processus de la revue des pairs vise à garantir que les documents dans les séries correspondent aux normes établies afin de minimiser les problèmes dans chacun de ces domaines.

Comité de révision des publications
Direction des études analytiques, Statistique Canada
18e étage, Immeuble R.-H.-Coats
Ottawa, Ontario K1A 0T6

Table des matières

Résumé 5

Sommaire exécutif 6

1 Introduction 7

2 Composition des secteurs des entreprises non constituées en société et des entreprises constituées en société 7

3 Différences clés entre le secteur des entreprises non constituées en société et le secteur des entreprises constituées en société 9

3.1 Régime d'imposition 9

3.2 Responsabilité limitée 11

3.3 Nombre d'entités constituées en société et d'entités non constituées en société 12

3.4 Emploi 13

3.5 Intensité du capital 15

4 Aperçu de la méthodologie 16

5 Contribution du secteur des entreprises non constituées en société au produit intérieur brut en 2002 19

5.1 Produit intérieur brut des entreprises non constituées en société selon l'industrie 21

5.2 Produit intérieur brut du secteur des entreprises constituées en société 23

5.3 Croissance plus lente dans le secteur des entreprises non constituées en société 23

6 Conclusion 25

Annexe A Méthodologie 26

A.1 Variables 26

A.2 Industries 26

A.3 Sources des données 27

A.4 Limites des données 28

Annexe B Production des sociétés 29

Bibliographie 32

Résumé

Le présent document donne des éclaircissements sur la contribution des entreprises non constituées en société à l'économie canadienne, du point de vue du produit intérieur brut (PIB), de 1997 à 2002. L'étude répartit le PIB agrégé des entreprises, y compris ses composantes, entre le secteur des entreprises non constituées en société et celui des entreprises constituées en société. Après une description des différences clés d'ordre juridique et organisationnel entre ces deux secteurs, y compris le régime d'imposition, la responsabilité limitée, le nombre d'entités, l'emploi et l'intensité du capital, le document examine la contribution des deux secteurs dans diverses industries. Il comprend des estimations pour 25 industries au niveau S et des détails au niveau W pour certaines des industries les plus importantes du secteur des entreprises non constituées en société. Pour le calcul des estimations, l'étude a utilisé les mêmes sources de données que celles qui ont servi à la production des comptes d'entrées-sorties de Statistique Canada. Selon les résultats de l'étude, la contribution du secteur des entreprises non constituées en société à l'économie canadienne correspond à 10,1 % du PIB total du secteur des entreprises, soit 82,2 milliards de dollars en 2002. Cette contribution est en baisse légère par rapport à la proportion de 11,3 % enregistrée en 1997.

Mots-clés : travailleurs autonomes propriétaires d'entreprises non constituées en société, PIB, secteur des entreprises non constituées en société, sociétés, secteur des entreprises constituées en société, emploi, capital par travailleur, part du PIB agrégé.

Signes conventionnels

Les signes conventionnels suivants sont employés dans les publications de Statistique Canada :

. indisponible pour toute période de référence
.. indisponible pour une période de référence précise
... n'ayant pas lieu de figurer
0 zéro absolu ou valeur arrondie à zéro
0^s valeur arrondie à 0 (zéro) là où il y a une distinction importante entre le zéro absolu et la valeur arrondie
^p provisoire
^r révisé
x confidentiel en vertu des dispositions de la *Loi sur la statistique*
^E à utiliser avec prudence
F trop peu fiable pour être publié

Sommaire exécutif

L'importance du secteur des entreprises non constituées en société au chapitre de l'emploi est bien documentée. Par exemple, le travail autonome dans le secteur des entreprises non constituées en société a représenté plus de 40 % de l'ensemble de la croissance de l'emploi au Canada de 1990 à 1998. Il manque toutefois d'autres mesures de l'activité économique. La présente étude fournit une mesure de la contribution des entreprises non constituées en société à l'économie canadienne, du point de vue du produit intérieur brut (PIB), pour la période de 1997 à 2002.

L'étude répartit le PIB agrégé des entreprises, y compris ses composantes, entre le secteur des entreprises non constituées en société et le secteur des entreprises constituées en société pour 25 industries au niveau S et présente des détails au niveau W pour certaines des industries les plus importantes du secteur des entreprises non constituées en société. Pour le calcul des estimations, l'étude a utilisé les mêmes sources de données que les comptes d'entrées-sorties de Statistique Canada. Par ailleurs, l'étude examine certaines des différences clés d'ordre juridique et organisationnel entre le secteur des entreprises non constituées en société et celui des entreprises constituées en société, y compris le régime d'imposition, la responsabilité limitée, le nombre d'entités, l'emploi et l'intensité du capital.

L'analyse a permis de déterminer que le PIB des entreprises non constituées en société s'est chiffré à 82,2 milliards de dollars en 2002. Il a connu une croissance substantiellement moins élevée (3,1 % de 1997 à 2002 en moyenne) que celui du secteur des entreprises constituées en société (5,9 % en moyenne). La croissance plus faible du secteur des entreprises non constituées en société a touché à la fois les industries de biens (principalement l'agriculture) et celles axées sur les services. Parmi les explications possibles figure le fait que de nombreux travailleurs autonomes propriétaires d'entreprises non constituées en société ont réintégré le marché du travail pour travailler dans des sociétés. Le nombre de travailleurs dans les sociétés a augmenté de près de 1,4 million de 1997 à 2002, tandis que l'emploi dans les entreprises non constituées en société a diminué légèrement.

Dans cette étude, on estime pour la première fois le PIB pour le secteur des entreprises non constituées en société. Les travaux à venir pourraient nous permettre de mesurer la productivité de ce secteur et de répartir le PIB de ce secteur selon la taille de l'entreprise, pour les petites, moyennes et grandes entreprises.

1 Introduction

Le travail autonome dans le secteur des entreprises non constituées en société explique plus de 40 % de l'ensemble de la croissance de l'emploi au Canada de 1990 à 1998[1]. Le nombre d'emplois dans le secteur a augmenté de 387 000 au cours de cette période, selon l'Enquête sur la population active de Statistique Canada. Cette croissance a fait en sorte que la part de l'emploi total attribuable à ce secteur a atteint un sommet de 11,7 % en 1998, une proportion bien supérieure à celle de 9 % enregistrée au cours des années 1980, période marquée par une croissance beaucoup plus lente pour le secteur. Toutefois, à la fin des années 1990 et au début des années 2000, la proportion est revenue au niveau observé au cours des années 1980.

Les travailleurs autonomes propriétaires d'entreprises non constituées en société recrutent des employés rémunérés et des travailleurs non rémunérés, y compris des membres de leur famille, ou travaillent sans l'aide d'employés rémunérés. Il s'agit généralement d'entreprises de petite taille qui jouent un rôle essentiel dans le secteur des petites entreprises.

L'importance de l'emploi dans le secteur des entreprises non constituées en société a été bien documentée, mais il manque d'autres mesures de l'activité économique. Le produit intérieur brut (PIB)[2] par industrie fournit un outil utile pour mesurer le rendement économique, étant donné qu'il permet de mesurer la valeur ajoutée d'une industrie. La présente étude fournit une mesure du PIB au Canada attribuable aux travailleurs autonomes propriétaires d'entreprises dans le secteur des entreprises non constituées en société.

Elle répartit le PIB du secteur des entreprises entre le secteur des entreprises non constituées en société et le reste, soit le secteur des entreprises constituées en société. Les différences clés d'ordre juridique et organisationnel entre les deux secteurs y sont décrites. Elle donne ensuite un aperçu de la méthodologie qui y est utilisée et des estimations du PIB par industrie pour les deux secteurs pour la période de 1997 à 2002. Enfin, le document compare la contribution relative de diverses industries du secteur des entreprises non constituées en société à l'économie canadienne.

2 Composition des secteurs des entreprises non constituées en société et des entreprises constituées en société

Le guide du Système de comptabilité nationale (SCN) de 1993 définit les « entreprises non constituées en société » comme des « unités de production du secteur des ménages » qui « ne sont pas constituées en entités juridiques distinctes du ménage lui-même » (SCN de 1993, paragraphe 4.140). Par ailleurs, « le propriétaire d'une entreprise non constituée en société appartenant à un ménage joue en général un double rôle : d'abord, celui de chef d'entreprise, responsable de la création et de la gestion de l'entreprise; ensuite, celui de travailleur qui apporte

1. Les données sont tirées de l'Enquête sur la population active. Voir aussi Baldwin et Chowhan (2003) et Manser et Picot (1999) pour certaines lectures de base.
2. La présente étude rend compte du produit intérieur brut (PIB) aux prix de base. Elle porte sur le secteur des entreprises et exclut toutes les activités du secteur non marchand des administrations publiques et les logements occupés par leur propriétaire, qui ont représenté environ 24 % du PIB en 2002.

une contribution de travail analogue à celle d'un salarié » (SCN de 1993, paragraphe 4.142). L'excédent d'exploitation versé au propriétaire d'une entreprise non constituée en société représente deux types de revenu, appelé revenu mixte : revenu d'entrepreneur et rémunération du travail (SCN de 1993, paragraphe 4.143).

Le secteur des entreprises non constituées en société comprend des travailleurs autonomes propriétaires d'exploitations agricoles, d'entreprises ou de pratiques professionnelles non constituées en société. Les entreprises non constituées en société sont généralement de petite taille, mais elles recrutent souvent des travailleurs. Il s'agit généralement d'établissements uniques[3] qui ont des activités dans une seule province. Elles ont généralement des coûts de démarrage relativement faibles et ont besoin de moins de fonds de roulement que les grandes entreprises[4].

Des personnes créent des entreprises non constituées en société pour de nombreuses raisons. Souvent, elles le font parce qu'elles souhaitent profiter de l'indépendance liée à l'exploitation d'une entreprise. Parfois, particulièrement pendant les périodes de ralentissement économique, elles sont poussées à devenir des entrepreneurs en raison du manque d'emplois à temps plein[5]. Enfin, les organismes qui régissent certaines professions obligent leurs membres à adopter cette forme d'activité (par exemple, les médecins et les avocats). Des entreprises non constituées en société sont ainsi créées dans diverses industries. Il s'agit notamment des médecins et des dentistes dans l'industrie de la santé; des avocats, des comptables et des experts-conseils dans l'industrie des services professionnels; des propriétaires de logements, des courtiers d'assurance et des courtiers en placement dans l'industrie de la finance; des constructeurs d'habitations, des entreprises de rénovation dans l'industrie de la construction; des agriculteurs dans l'industrie de l'agriculture; des propriétaires de magasins au détail et des personnes vendant des biens directement à des clients dans l'industrie du commerce de détail; des chauffeurs de camions dans l'industrie du transport; et des barbiers, des coiffeurs et des préposés à l'entretien ménager dans l'industrie des autres services. Nombre d'entre eux organisent leurs entreprises comme des entreprises individuelles, tandis que d'autres créent des sociétés de personnes.

Le SCN de 1993 définit une société comme « une entité juridique créée dans le but de produire des biens ou des services pour le marché, qui peut être une source de profit ou d'autre gain financier pour son ou ses propriétaires; elle est la propriété collective de ses actionnaires, qui ont le pouvoir de nommer les administrateurs responsables de sa direction générale » (SCN de 1993, paragraphe 4.23).

Le secteur des entreprises constituées en société comprend principalement des grandes entreprises, y compris des multinationales, qui ont des activités dans de nombreuses régions au Canada. Il englobe les sociétés publiques, les sociétés privées nationales, les sociétés privées sous contrôle étranger ainsi que les entreprises publiques (SCN de 1993, paragraphes 4.71 et

3. L'établissement est le niveau auquel les données comptables nécessaires pour mesurer la production (entrées principales, recettes, salaires et rémunération) doivent être produites. En tant qu'unité statistique, l'établissement est l'unité de production la plus homogène pour laquelle l'entreprise tient des registres comptables, desquels peuvent être tirées des données sur la valeur brute de la production (ventes ou livraisons totales et stocks), le coût des matières premières et des services, ainsi que la main-d'œuvre et le capital utilisé dans la production.
4. Voir Genres d'entreprises, Entreprises Canada, Gouvernement du Canada, www.cbsc.org.
5. Voir Manser et Picot (1999) pour une explication des raisons qui motivent les personnes à devenir des travailleurs autonomes.

4.84)[6]. Le secteur des entreprises constituées en société comprend aussi les travailleurs autonomes qui organisent leur entreprise comme une société. Il recoupe toutes les industries, tant celles de services que celles de biens, et représente la part la plus importante du secteur des entreprises dans l'économie, car il comprend le gros de la production de biens et de services au pays. Les entreprises de ce secteur ont tendance à regrouper un plus grand nombre de travailleurs rémunérés et nécessitent des investissements plus substantiels dans les bâtiments, ainsi que les machines et le matériel. Elles ont tendance à utiliser des sommes plus élevées de capital par travailleur que les entreprises non constituées en société.

3 Différences clés entre le secteur des entreprises non constituées en société et le secteur des entreprises constituées en société

3.1 Régime d'imposition

L'Agence du revenu du Canada (ARC) définit les divers types de structures d'entreprise. Une société est l'entité juridique distincte qui peut conclure des contrats et posséder des biens en son nom propre, séparément et indépendamment de ses propriétaires. Une société est créée en vertu d'un acte constitutif, qui est soumis aux responsables provinciaux, territoriaux ou fédéraux compétents. Elle doit produire sa propre déclaration de revenu (T2). Ces sociétés constituent le secteur des entreprises constituées en société.

Toutes les autres entreprises, qui se répartissent en deux catégories principales, constituent le secteur des entreprises non constituées en société. Le premier type est l'entreprise individuelle, c'est-à-dire une entreprise qui n'est pas constituée en société et qui appartient à une seule personne. Le propriétaire assume seul toutes les décisions liées à l'entreprise et garde tous les profits, déduit toutes les pertes et déclare le revenu de son entreprise dans une déclaration de revenu des particuliers T1[7].

Le deuxième type est la société de personnes, qui « désigne le rapport qui existe entre des personnes qui exploitent une entreprise en commun (les associés) dans l'espoir d'en tirer un bénéfice » (Agence du revenu du Canada, 2009)[8]. Chaque associé met à contribution son argent, son travail, ses biens ou ses compétences. En retour, chaque associé est admissible à une part des profits ou des pertes de l'entreprise. Les profits (ou les pertes) de l'entreprise sont habituellement répartis entre les associés selon un contrat d'association.

---

6. Voir Statistique Canada (1975, volume 3, page 199). On y lit ce qui suit : « Toutes les entreprises commerciales résidant au Canada et constituées en société sont incluses dans le secteur, qu'elles appartiennent à des Canadiens ou à des non-résidents ou qu'elles soient contrôlées par ceux-ci ».
7. Pour plus de détails sur les sociétés et les entreprises individuelles, voir le site Web de l'Agence du revenu du Canada : http://www.cra-arc.gc.ca.
8. Pour plus de détails sur les sociétés de personnes et une description des activités professionnelles et du revenu, voir le site Web de l'Agence du revenu du Canada : http://www.cra-arc.gc.ca.

L'un des groupes les plus importants du point de vue du produit intérieur brut (PIB) dans le secteur des entreprises non constituées en société est celui des divers professionnels, y compris les médecins, les dentistes, les avocats et les experts-conseils. L'ARC définit le revenu des professionnels comme tous les montants perçus pour la fourniture de biens et de services. Nombre de ces professionnels appartiennent à des sociétés de personnes.

Le ministère des Finances Canada (2005) souligne le concept d'intégration du revenu gagné et du taux d'imposition effectif dans les différentes structures d'entreprises[9]. Le tableau 1 montre les taux d'imposition effectifs du revenu d'entreprise tiré d'une entreprise non constituée en société, du revenu gagné et distribué par une société publique et du même type de revenu pour une société privée sous contrôle canadien (SPCC) qui est assujettie au taux d'imposition des petites entreprises.

Le taux d'imposition effectif d'une petite SPCC (environ 37,1 %) est comparable au taux des entreprises non constituées en société de 38,0 %[10]. Les dividendes reçus des sociétés sont assujettis à un taux d'imposition des sociétés et des particuliers plus élevé, soit 49,6 %. Toutefois, si le revenu demeure dans la société afin de lui permettre de prendre de l'expansion, celle-ci peut reporter l'impôt tant que les gains ne sont pas répartis entre les actionnaires. Il existe certains avantages fiscaux possibles pour les SPCC, y compris le taux d'imposition des petites entreprises et l'exemption pour les gains en capital de 500 000 $. Toutefois, les sociétés doivent tenir des dossiers exhaustifs et sont très réglementées (p. ex., elles doivent produire un rapport annuel)[11].

9. Voir le document de travail du ministère des Finances Canada (2005), *Questions fiscales et autres liées aux entités intermédiaires cotées en bourse*, pour un examen du concept d'intégration et pour le calcul des taux d'imposition effectifs et les hypothèses sous-jacentes utilisées.
10. Comme le souligne le document de travail du ministère des Finances Canada (2005, page 15, note 8 en bas de page) : « On pourrait aussi faire cette comparaison en utilisant des taux d'impôt sur le revenu plus élevés, comme le taux maximum d'impôt fédéral-provincial sur le revenu des particuliers. L'exemple du tableau 2 [tableau 1 dans le présent document] s'appuie sur le taux effectif d'impôt fédéral-provincial sur le revenu des particuliers de 38 %. » On suppose aussi un crédit d'impôt fédéral-provincial pour dividendes de 20 %. On souligne en outre que le taux actuel moyen d'imposition fédéral-provincial de 35 % pour le revenu en général ne tient pas compte des impôts sur le capital provinciaux et fédéraux, mais comprend la surtaxe fédérale de 4 %.
11. Voir Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (s.d.).

Tableau 1
Intégration de l'impôt sur le revenu des sociétés et des particuliers sous diverses structures des sociétés

	Entreprise non constituée en société	Société publique	Sociétés privées sous contrôle canadien (petite)
Revenu d'entreprise (en dollars)	100,00	100,00	100,00
Taux effectifs de l'impôt sur le revenu des sociétés			
Fédéral (en pourcentage)	...	22,00	13,10
Provincial (en pourcentage)	...	13,00	5,70
Total (en pourcentage)	...	**35,00**	**18,80**
Montant distribué aux particuliers (en dollars)	...	65,00	81,20
Taux effectifs de l'impôt sur le revenu des particuliers			
Fédéral (en pourcentage)	25,00	14,60	14,60
Provincial (en pourcentage)	13,00	7,90	7,90
Total (en pourcentage)	**38,00**	**22,50**	**22,50**
Impôt sur le revenu des particuliers (en dollars)	38,00	14,63	18,27
Montant après impôts disponible aux particuliers (en dollars)	62,00	50,37	62,93
Taux combiné de l'impôt sur le revenu des sociétés et des particuliers (en pourcentage)	38,00	49,60	37,10

Source : Ministère des Finances Canada, 2005, *Questions fiscales et autres liées aux entités intermédiaires cotées en bourse (fiducies de revenu et sociétés de personnes en commandite)*, Tableau 2. Intégration de l'impôt sur le revenu et des sociétés des particuliers sous diverses structures des sociétés.

3.2 Responsabilité limitée

Les actionnaires des sociétés ont une responsabilité limitée. Cela signifie qu'ils ne sont pas responsables des dettes de la société. Toutefois, la responsabilité limitée ne protège pas toujours les actionnaires des créanciers. Par exemple, si une petite société plus fermée souhaite emprunter de l'argent d'un créancier, celui-ci peut solliciter une garantie des actionnaires que la dette sera remboursée. Cela signifie que les actionnaires peuvent, dans certaines circonstances, être personnellement responsables de la dette en cas de non-remboursement.

Une entreprise non constituée en société n'a pas de statut juridique distinct de celui des propriétaires. Ceux-ci sont personnellement responsables de toutes les dettes et obligations (responsabilité illimitée) et la continuité de l'entreprise dépend de leur présence.

Dans certaines provinces, les professionnels, comme les médecins et les avocats, ne pouvaient pas se constituer en société au cours de la période à l'étude[12]. Ces professions s'autorégulent et leurs organismes d'administration respectifs supervisent leurs activités.

Dans une société en nom collectif, les propriétaires partagent la gestion de l'entreprise et sont solidaires des actions de tous les membres, à condition que celles-ci se situent à l'intérieur de la

12. Les données de l'Index général des renseignements financiers de l'Agence du revenu du Canada fournissent le nombre des divers professionnels qui se sont constitués en société. Ces données remontent à 1999. Un grand nombre de professionnels se sont constitués en société en Alberta et en Colombie-Britannique, mais ils étaient moins nombreux à le faire en Nouvelle-Écosse, au Nouveau-Brunswick et au Manitoba (par exemple, environ 2 500 médecins en Alberta et environ 3 500 médecins en Colombie-Britannique en 2000).

portée habituelle des activités. Un commandité a une responsabilité illimitée à l'égard des dettes de la société en nom collectif. Des sociétés de personnes en commandite peuvent aussi être constituées en vertu des lois provinciales. Ces dernières exigent que la société compte un ou plusieurs commandités qui participent à la gestion, mais qu'elle fasse aussi intervenir des commanditaires, qui ne participent pas à la gestion. Les responsabilités de ces derniers sont similaires à celles des actionnaires d'une société, ce qui fait que leur responsabilité est limitée et qu'ils ne peuvent être responsables d'un montant supérieur au capital qu'ils ont investi dans l'entreprise.

3.3 Nombre d'entités constituées en société et d'entités non constituées en société

Idéalement, nous voudrions mesurer le nombre d'entités commerciales[13]. Puisque cette information ne se retrouve pas pour l'instant dans le Registre des entreprises pour le secteur non constitué en société[14], nous choisissons de définir, dans cette étude, l'entité commerciale par le nombre de travailleurs autonomes propriétaires d'entreprises non constituées en société[15].

L'Enquête sur la population active (EPA) est une des sources permettant de déterminer le nombre d'entités non constituées en société. Elle fournit des données sur le nombre des travailleurs autonomes propriétaires d'entreprises non constituées en société qui travaillent avec ou sans l'aide de travailleurs rémunérés ou avec des membres de leur famille qui ne sont pas rémunérés. Comme dans le cas des sociétés, la *Loi sur les déclarations des personnes morales* prévoit la collecte de données sur le nombre d'entreprises constituées en société sous contrôle canadien et étranger[16].

En 1999, selon l'EPA, il y avait 1,6 million de travailleurs autonomes propriétaires d'entreprises non constituées en société (tableau 2). Toutefois, en 2002, ce type d'entreprise avait diminué de façon substantielle, tant en termes absolus que relatifs. Par ailleurs, les données recueillies en vertu de la *Loi sur les déclarations des personnes morales* montrent que le nombre de sociétés a augmenté, passant de 1,0 million en 1999 à 1,2 million en 2002. Le nombre total d'entités

13. Une entité commerciale est définie comme entité opérante autonome et légale.
14. Contrairement au nombre de travailleurs, il n'existe pas de mesure exacte du nombre d'entreprises non constituées en société ou constituées en société au Canada. Le Registre des entreprises (RE) de Statistique Canada fournit un nombre d'établissements au Canada (plus de 2,2 millions en 2002) (voir Industrie Canada [2002]). Plus de 1,0 million sont des entreprises comptant des employés qui ont au moins une personne dans leur effectif. Plus de 1,2 million d'entreprises n'ont pas d'employés inscrits à l'Agence de revenu du Canada et se trouvent dans une catégorie indéterminée dans le Registre des entreprises. Nombre de ces établissements feraient partie du secteur des entreprises non constituées en société. Toutefois, il n'est pas possible à partir du RE de dire si ces établissements sont constitués en société ou non.
15. Ce nombre n'est pas identique au nombre d'entités commerciales puisque plus d'une personne peut posséder plus d'une entreprise et plusieurs partenaires non constitués en société peuvent exploiter une seule entreprise.
16. L'entreprise (sommet de la hiérarchie, c'est-à-dire, entreprise, compagnie, établissement et emplacement) est associée à un ensemble complet d'états financiers. L'entreprise, comme unité statistique, est définie comme l'unité organisationnelle d'un commerce qui dirige et contrôle la répartition des ressources liées aux activités au pays, et pour lesquelles des états financiers consolidés et un bilan sont maintenus, à partir desquels les opérations internationales, un bilan des investissements internationaux et les états financiers consolidés pour l'unité peuvent être dérivés.

(2,6 millions) n'a pas changé au cours de la période mais la proportion d'entités qui n'étaient pas constituées en société a diminué, passant de 61 % à 56 % au cours de la période[17].

Tableau 2
Nombre d'entités, sociétés et personnes non constituées en société, 1999 à 2002

	1999	2000	2001	2002
		nombre		
Entités				
Nombre de sociétés [1]	1 020 108	1 041 535	1 133 838	1 155 589
Personnes non constituées en société [2]	1 623 300	1 561 900	1 477 200	1 494 000
Total	**2 643 408**	**2 603 435**	**2 611 038**	**2 649 589**
		pourcentage		
Part du total				
Sociétés	39	40	43	44
Personnes non constituées en société [2]	61	60	57	56

1. Les données sont recueillies aux termes de la *Loi sur les déclarations des personnes morales* au niveau de l'entreprise.
2. Les données sont recueillies par l'Enquête sur la population active pour les propriétaires d'entreprises non constituées en société.

Source : Statistique Canada, CANSIM, tableaux 179-0005 (à partir de 1999) et 282-0012.

3.4 Emploi

L'effectif des entreprises non constituées en société comprend à la fois les travailleurs autonomes qui travaillent à leur propre compte et les employés rémunérés[18]. Les données sur l'emploi du premier groupe sont obtenues directement des données de l'EPA pour les travailleurs autonomes propriétaires d'exploitations agricoles, d'entreprises ou de pratiques professionnelles non constituées en société. Les estimations de l'emploi du deuxième groupe (employés rémunérés des entreprises non constituées en société) ont été estimées en appliquant la part du revenu du travail attribuable aux entreprises non constituées en société aux données de l'EPA sur l'emploi dans le secteur privé des employés rémunérés[19]. Les travailleurs autonomes propriétaires d'entreprises non constituées en société (premier groupe) ont été ajoutés aux estimations de l'emploi du deuxième groupe, afin d'obtenir l'emploi dans le secteur des entreprises non constituées en société.

17. Le Registre des entreprises (RE) faisait état de 2,2 millions d'établissements au Canada en 2002, ce qui est inférieur au nombre de personnes et de sociétés non constituées en société (2,6 millions) figurant dans le tableau 2. Cette différence est attribuable à un certain nombre de raisons. La couverture de la *Loi sur les déclarations des personnes morales* et du RE est différente, la *Loi sur les déclarations des personnes morales* couvrant les entreprises et non pas les établissements tels qu'ils sont définis par le RE. En deuxième lieu, même si nous pensons souvent à de grandes entreprises comportant des établissements multiples, il est possible qu'un établissement simple (d'une entreprise non constituée en société) soit possédé par plus d'une personne.
18. Les employés rémunérés dans l'économie totale comprennent les travailleurs des secteurs privé et public. Un employé rémunéré du secteur privé travaille pour une entreprise privée. Les employés du secteur public travaillent pour les administrations fédérale, provinciales et locales, pour un organisme gouvernemental, une société d'État ou un établissement financé par le gouvernement, comme une école ou un hôpital. L'étude tient compte uniquement de l'emploi dans le secteur privé découlant des données de l'Enquête sur la population active.
19. Le revenu du travail inclut les traitements et les salaires et le revenu du travail supplémentaire. La part du travail du secteur non constitué en société a été dérivée de l'étude.

De même, l'estimation pour le secteur des entreprises constituées en société comprend à la fois les travailleurs autonomes propriétaires de sociétés et ceux qui sont des employés rémunérés de sociétés. Les données sur le premier groupe (travailleurs autonomes propriétaires de sociétés) ont été obtenues directement de l'EPA. Celles pour le deuxième groupe (estimations pour les employés rémunérés) ont été calculées de façon résiduelle en soustrayant l'estimation du secteur des entreprises non constituées en société (calculée précédemment) des données de l'EPA sur l'emploi dans le secteur privé des employés rémunérés. Les estimations ont été additionnées pour obtenir l'emploi total dans les sociétés.

L'emploi dans les entreprises non constituées en société a atteint un sommet de 1,9 million de travailleurs en 1998, soit une proportion de 16,9 % de l'effectif total du secteur privé (tableau 3). Cette proportion a diminué légèrement pour s'établir à 14,3 % en 2002.

Tableau 3
Emploi dans le secteur privé selon le type d'entreprise, 1997 à 2002

	1997	1998	1999	2000	2001	2002
			nombre			
Emploi						
Entreprises non constituées en société	1 846 631	1 927 601	1 909 889	1 852 061	1 761 768	1 779 371
Sociétés	9 207 969	9 477 899	9 795 411	10 111 939	10 340 632	10 621 829
Total	**11 054 600**	**11 405 500**	**11 705 300**	**11 964 000**	**12 102 400**	**12 401 200**
			pourcentage			
Parts						
Entreprises non constituées en société	16,7	16,9	16,3	15,5	14,6	14,3
Sociétés	83,3	83,1	83,7	84,5	85,4	85,7
Taux de croissance						
Entreprises non constituées en société	...	4,4	-0,9	-3,0	-4,9	1,0
Sociétés	...	2,9	3,4	3,2	2,3	2,7
Total	**...**	**3,2**	**2,6**	**2,2**	**1,2**	**2,5**

Source : Tiré des calculs de l'auteur, à partir des données de l'Enquête sur la population active de Statistique Canada (CANSIM, tableau 282-0012) et en utilisant les parts des entreprises non constituées en société et des sociétés calculées à partir de la présente étude.

La taille moyenne des sociétés (mesurée du point de vue de l'emploi) est environ huit fois plus élevée que la taille moyenne des entreprises du secteur des entreprises non constituées en société (tableau 4). Les chiffres plus élevés pour les sociétés rendent compte du fait que ces dernières recrutent beaucoup plus d'employés rémunérés que le secteur des entreprises non constituées en société, où la gestion est habituellement assurée par le propriétaire et où le nombre d'employés est plus faible. Les grandes entreprises dominent dans le secteur des entreprises constituées en société, quelques centaines d'entre elles constituant la majeure partie du PIB. Les très grandes sociétés qui dominent le secteur ont tendance à compter des milliers d'employés.

Tableau 4
Taille moyenne des entreprises selon le nombre d'employés

	1999	2000	2001	2002
		nombre		
Sociétés	9,6	9,7	9,1	9,2
Entreprises non constituées en société	1,2	1,2	1,2	1,2

Source : Tiré des calculs de l'auteur, résultat de la division des chiffres sur l'emploi du tableau 3 par le nombre d'entités du tableau 2.

3.5 Intensité du capital

Le secteur des entreprises constituées en société est dominé par des sociétés plus importantes qui réalisent des investissements substantiels en capital. Elles ont souvent besoin d'investissements en fabrication, qui prennent la forme d'immeubles, de machines et d'équipement, et elles utilisent des montants élevés de capital par travailleur. Les entreprises non constituées en société sont plus petites et évoluent principalement dans des industries de services qui utilisent de plus faibles montants de capital par travailleur.

Dans la présente étude, on a estimé la dépréciation (consommation de capital) par travailleur utilisée par les deux secteurs. La dépréciation est une indication de l'intensité de capital : plus la dépréciation est importante, plus l'industrie utilise de capital. Le tableau 5 montre la dépréciation par travailleur pour les entreprises non constituées en société et les sociétés dans diverses industries. La dépréciation moyenne par travailleur était 1,7 fois plus importante en 2002 pour les sociétés que pour les entreprises non constituées en société.

Les différences entre les deux secteurs sont assez remarquables parmi les industries[20]. Le secteur des entreprises constituées en société a connu une bien plus grande dépréciation par travailleur au sein des entreprises de biens à forte intensité de capital (13 273 $ par travailleur en 2002), par comparaison avec les industries des entreprises de services (5 833 $ par travailleur en 2002). La dépréciation par travailleur au sein du secteur des entreprises non constituées en société était aussi beaucoup plus importante pour les industries de biens (8 120 $ par travailleur en 2002) que pour les industries de services (3 803 $ par travailleur en 2002). Toutefois, la dépréciation par travailleur demeure bien inférieure dans le secteur des entreprises non constituées en société, qu'il soit question d'entreprises de biens ou de services.

L'exception majeure est le secteur financier où la dépréciation par travailleur était plus importante dans le secteur des entreprises non constituées en société. Une composante principale de ce secteur était celle des bailleurs de biens immobiliers (les propriétaires), qui représentait 95 % de l'ensemble de la dépréciation au sein du secteur financier. Quant au secteur des entreprises constituées en société, il est composé de banques, de sociétés d'assurance, de locations de matériel automobile, d'autres locations et locations à bail, ainsi que de l'intermédiation financière non faite par le biais de dépôts. En ce qui concerne l'industrie de l'hébergement et des services de restauration, l'intensité du capital est environ la même dans les secteurs des entreprises constituées en société et non constituées en société.

20. La présentation des industries dans le tableau 5 adopte le niveau de détail des données publiées sur l'emploi tirées de l'Enquête sur la population active (tableau CANSIM 282-0012).

Tableau 5
Dépréciation par travailleur, 1997 et 2002

	Secteur des entreprises non constituées en société		Secteur des entreprises constituées en société	
	1997	2002	1997	2002
	dollars			
Biens				
Agriculture	8 440	13 941	8 211	13 856
Foresterie, pêche et chasse, extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	5 145	5 845	48 900	76 363
Services publics	F	F	162 191	144 871
Construction	3 235	3 738	4 250	5 470
Fabrication	1 091	1 525	6 158	6 920
Services				
Commerce	1 498	2 039	2 383	2 732
Transport et entreposage	7 648	7 047	7 474	11 321
Finances, assurances, services immobiliers et services de location et de location à bail	26 358	33 365	10 994	16 381
Services professionnels, scientifiques et techniques	842	1 318	1 486	2 463
Gestion de sociétés et d'immeubles et autres services de soutien	1 089	1 193	2 014	2 285
Services d'enseignement	938	1 294	981	2 395
Soins de santé et assistance sociale	1 464	1 700	951	766
Industrie de l'information, industrie culturelles et loisirs	920	864	14 863	21 475
Hébergement et services de restauration	1 657	1 940	1 636	1 972
Autres services	480	653	1 128	1 468
Autres agrégations				
Toutes les industries	3 922	4 799	6 568	8 176
Biens	5 906	8 120	11 404	13 273
Services	3 175	3 803	4 298	5 833

Source : Tiré des calculs de l'auteur.

Enfin, il existe une différence considérable entre les deux secteurs dans l'industrie de l'information et l'industrie culturelle, de même que les loisirs. Nombre de sociétés font partie des industries des télécommunications, de la radiotélévision, de la câblodistribution et du traitement des données, qui ont une très forte intensité de capital. Le secteur des entreprises non constituées en société, par ailleurs, est principalement représenté dans l'industrie culturelle (c'est-à-dire les artistes indépendants et les producteurs de films, les écrivains et les interprètes), dont l'intensité de capital est moins forte.

4 Aperçu de la méthodologie

À l'heure actuelle, les comptes canadiens d'entrées-sorties combinent les valeurs des entreprises non constituées en société et des sociétés dans leurs estimations du produit intérieur brut (PIB) par industrie. La présente étude répartit le PIB agrégé des entreprises (y compris ses composantes de revenu du travail et des autres excédents d'exploitation) entre le secteur des entreprises non constituées en société et celui des entreprises constituées en société. Elle étend en outre l'estimation aux autres excédents d'exploitation dans les deux secteurs, en vue d'inclure les diverses composantes (comme l'intérêt et la dépréciation) qui ne sont pas déclarées séparément dans les comptes canadiens d'entrées-sorties (voir l'annexe A pour une description détaillée de la méthodologie).

Aucune tentative n'a été faite pour estimer régulièrement le PIB du secteur des entreprises non constituées en société. Baldwin et Chowhan (2003) ont principalement utilisé la composante du revenu net du PIB du secteur des entreprises non constituées en société pour étudier les taux de croissance du revenu. Siddiqi (2004) a estimé le PIB, de même que ses composantes, pour le secteur des entreprises non constituées en société pour 2000, afin de produire des estimations précises de ses niveaux. La présente étude utilise la méthodologie développée par Siddiqi et élargit la période étudiée jusqu'à celle allant de 1997 à 2002.

Les estimations du PIB comprennent le revenu du travail des travailleurs rémunérés des secteurs des entreprises non constituées en société et des entreprises constituées en société, le revenu mixte des propriétaires d'entreprises non constitués en société[21], les impôts indirects nets et les excédents d'exploitation des deux secteurs. Les excédents d'exploitation comprennent l'intérêt, la dépréciation et la rente des ressources dans les deux secteurs ainsi que les profits dans le secteur des entreprises constituées en société. Les profits et les salaires des propriétaires dans le secteur des entreprises non constituées en société font partie du revenu mixte.

Le tableau 6 illustre les composants du PIB dans les secteurs des entreprises non constituées en société et des entreprises constituées en société. La majeure partie du PIB du secteur des entreprises non constituées en société provient du revenu mixte (57,6 % en 2002), c'est-à-dire les profits et la rémunération implicite des propriétaires. Suivent les autres excédents d'exploitation (18,7 %), qui comprennent principalement la dépréciation et les paiements d'intérêts, et le revenu du travail, 15,4 %. Comme dans le cas du secteur des entreprises constituées en société, la majorité du PIB du secteur est attribuable au revenu du travail, qui représente 59,0 % du total en 2002. Les excédents d'exploitation étaient beaucoup plus importants pour le secteur des entreprises constituées en société, parce qu'ils incluaient les profits des sociétés (représentant 20,8 % du PIB total).

Les données ont été traitées au niveau d'agrégation S pour toutes les industries du secteur des entreprises, tandis que les données de certaines industries ont été traitées au niveau W[22]. Les sources de données utilisées pour l'étude sont les mêmes que celles utilisées pour produire les comptes canadiens d'entrées-sorties. Toutes les estimations pour le secteur des entreprises non constituées en société ont été effectuées en parallèle avec celles du secteur des entreprises constituées en société.

Dans le cas du secteur des entreprises non constituées en société, les données pour le revenu du travail, les autres excédents d'exploitation et la production brute ont été tirées principalement du Programme des estimations fiscales de Statistique Canada, de la partie T1 des enquêtes de Statistique Canada, ainsi que des documents de travail des analystes du Système de comptabilité nationale. Le revenu mixte a été utilisé tel quel, à partir des comptes canadiens d'entrées-sorties.

Dans le cas du secteur des entreprises constituées en société, le revenu du travail, les excédents d'exploitation et la production brute ont été estimés de façon résiduelle, en soustrayant la partie

21. Le revenu mixte du secteur des entreprises non constituées en société comprend les paiements pour les services du travail et un taux de rendement du capital utilisé. Pour un examen de la méthodologie s'appliquant à l'estimation du revenu mixte, voir Statistique Canada (2008).

22. L'agrégation au niveau S des comptes d'entrées-sorties représente la composition de l'économie pour 25 groupes d'industries, tandis que l'agrégation au niveau W se situe à un niveau plus détaillé de 300 industries.

des entreprises non constituées en société des estimations de ces trois composantes des comptes canadiens d'entrées-sorties. Les données sur les composantes des autres excédents d'exploitation ont été tirées de la partie T2 des enquêtes de Statistique Canada, de l'Index général des renseignements financiers (IGRF) et des Statistiques financières et fiscales annuelles (SFFA). Par exemple, les composantes de l'intérêt et de la dépréciation des excédents d'exploitation pour le secteur des entreprises constituées en société ont été calculées à partir de l'IGRF et des SFFA. Les profits des sociétés ont été calculés de façon résiduelle, en soustrayant les estimations des sociétés des diverses composantes des autres excédents d'exploitation (intérêt, dépréciation, rente des ressources et ajustement de l'excédent) de la partie des sociétés des autres excédents d'exploitation.

Tableau 6
Comparaison des composantes de la valeur ajoutée du produit intérieur brut des secteurs des entreprises non constituées en société et des entreprises constituées en société, 1997 et 2002

	Niveau		Taux de croissance moyen	Répartition du produit intérieur brut	
	1997	2002		1997	2002
	millions de dollars			pourcentage	
Secteur des entreprises non constituées en société					
Produit intérieur brut aux prix de base	69 218	82 196	3,1	100,0	100,0
Revenu du travail	10 792	12 631	2,8	15,6	15,4
Revenu mixte	36 237	47 337	5,1	52,4	57,6
Autres excédents d'exploitation					
Autres excédents d'exploitation[1]	15 738	15 369	-0,4	22,7	18,7
Total	**15 738**	**15 369**	**-0,4**	**22,7**	**18,7**
Impôts nets sur la production[2]	6 452	6 858	1,0	9,3	8,3
Secteur des entreprises constituées en société					
Produit intérieur brut aux prix de base	542 899	734 791	5,9	100,0	100,0
Revenu du travail	326 395	433 843	5,5	60,1	59,0
Excédents d'exploitation					
Autres excédents d'exploitation[1]	96 777	118 706	3,8	17,8	16,2
Profits des sociétés	94 237	153 124	10,4	17,4	20,8
Total	**191 014**	**271 830**	**7,1**	**35,2**	**37,0**
Impôts nets sur la production[2]	25 490	29 119	2,4	4,7	4,0
	Niveau		Taux de croissance moyen		
	1997	2002			
	millions de dollars		pourcentage		
Total du produit intérieur brut du secteur des entreprises aux prix de base	612 118	816 987	5,6		

1. Comprend l'intérêt, la dépréciation, les créances, la rente des ressources, l'ajustement de l'excédent financier, ainsi que l'ajustement au titre des logiciels.
2. Comprend les subventions à la production et les impôts indirects sur la production.
Source : Tiré des calculs de l'auteur.

Les tendances du ratio du PIB (y compris ses composantes) à la production brute ont été analysées selon l'industrie, à l'intérieur de chaque secteur et entre les deux secteurs. On part du principe que ces ratios étaient uniformes au cours de la période à l'étude. La différence sous-jacente entre les ratios des deux secteurs a été déterminée sur la base des ratios obtenus à partir des diverses sources de données (par exemple, en analysant les parties T1 et T2 des enquêtes de Statistique Canada).

5 Contribution du secteur des entreprises non constituées en société au produit intérieur brut en 2002

La contribution au produit intérieur brut (PIB) des entreprises non constituées en société du secteur des entreprises a été de 82,2 milliards de dollars en 2002, soit 10,1 % du PIB total agrégé du secteur des entreprises (tableau 7)[23]. Les industries de services ont eu la contribution la plus importante (64,4 milliards de dollars).

En ordre d'importance selon la proportion du PIB, l'industrie de la finance venait en tête (au niveau S d'agrégation), avec environ 18,2 milliards de dollars, tandis que les bailleurs de biens immobiliers (propriétaires) représentaient environ 80 % de l'industrie, ce qui en a fait l'industrie la plus importante au niveau W dans le secteur des entreprises non constituées en société (tableaux 7 et 8). La santé a été estimée à 15,5 milliards de dollars en 2002, soit environ le cinquième du PIB total du secteur des entreprises non constituées en société. Les médecins représentaient plus de 50 % de l'industrie, tandis que les dentistes en représentaient une 20 %. Les services professionnels ont généré environ 10,3 milliards de dollars, où les avocats et les comptables ont représenté plus de 60 % de cette industrie[24]. Les autres services comprennent, par exemple, le génie, la conception de systèmes informatiques et la gestion administrative, ainsi que les services consultatifs généraux de gestion. De plus, les entreprises non constituées en société du secteur de la construction ont généré 8,6 milliards de dollars environ en nouvelles constructions, en réparations et en rénovations de bâtiments existants. Cette industrie comprend des entreprises non constituées en société qui travaillent à la construction de bâtiments résidentiels et des entrepreneurs spécialisés qui exécutent des travaux de menuiserie de finition, de peinture, de construction à parois sèches, de plomberie, d'électricité, de revêtement de sol, de préparation de site, de charpente et de maçonnerie.

Le PIB des entreprises non constituées en société de l'industrie de l'agriculture s'est chiffré à un montant estimé d'environ 6,5 milliards de dollars. De nombreux facteurs ont touché cette industrie. Le déplacement vers des fermes plus grandes et en nombre plus petit se poursuit depuis les années 1940[25]. La croissance de la productivité des fermes a eu pour conséquence une chute de l'emploi agricole. Davantage d'activités agricoles se déroulent en tant qu'emplois secondaires, alors que les fermiers et leurs épouses profitent de meilleures occasions d'emploi non-agricole[26].

---

23. Pour les lecteurs intéressés, voir l'annexe B pour des estimations de la production brute.
24. Voir Rashid (2000), pour des données contextuelles.
25. Voir Statistique Canada (1991, page 3).
26. Voir Bowlby (2002).

Tableau 7
Produit intérieur brut des entreprises non constituées en société dans certaines industries, 1997 à 2002

	Niveau						Taux de croissance					Taux de croissance moyens
	1997	1998	1999	2000	2001	2002	1998	1999	2000	2001	2002	2002/1997
	millions de dollars						pourcentage					
Toutes les industries	69 218	71 841	75 406	78 700	80 333	82 195	3,8	5,0	4,4	2,1	2,3	3,1
Industries de biens	17 195	17 310	17 938	17 755	18 204	17 810	0,7	3,6	-1,0	2,5	-2,2	0,6
Services	52 023	54 532	57 468	60 944	62 129	64 387	4,8	5,4	6,0	1,9	3,6	4,0
Groupe industriel												
Finances	15 566	16 433	17 067	17 726	17 548	18 246	5,6	3,9	3,9	-1,0	4,0	2,9
Bailleurs de biens immobiliers	13 674	14 438	14 853	15 240	15 008	15 502	5,6	2,9	2,6	-1,5	3,3	2,2
Agences, courtiers et autres services d'assurance	861	894	1 000	1 196	1 192	1 112	3,8	11,9	19,6	-0,3	-6,7	4,9
Bureau d'agents/de courtiers immobiliers	792	896	903	935	1 059	1 117	13,1	0,8	3,5	13,3	5,5	6,8
Santé	12 163	12 438	13 011	13 898	14 830	15 549	2,3	4,6	6,8	6,7	4,8	4,6
Cabinets de médecins	6 785	6 990	7 313	7 662	8 127	8 510	3,0	4,6	4,8	6,1	4,7	4,2
Cabinets de dentistes	2 454	2 615	2 712	2 948	2 970	3 069	6,6	3,7	8,7	0,7	3,3	4,2
Services professionnels	7 542	8 258	9 179	10 111	10 195	10 275	9,5	11,2	10,2	0,8	0,8	6,0
Construction	6 903	7 042	7 323	7 582	8 025	8 591	2,0	4,0	3,5	5,8	7,1	4,1
Agriculture	7 718	7 751	7 787	7 329	7 405	6 476	0,4	0,5	-5,9	1,0	-12,5	-2,7
Commerce de détail	4 604	4 807	5 199	5 446	5 548	5 688	4,4	8,2	4,8	1,9	2,5	3,9
Transport	3 441	3 784	3 615	3 636	3 654	3 757	10,0	-4,5	0,6	0,5	2,8	1,5
Transport par camion	2 490	2 803	2 626	2 668	2 777	2 817	12,6	-6,3	1,6	4,1	1,4	2,2
Services administratifs	1 964	2 016	2 186	2 446	2 645	2 823	2,6	8,4	11,9	8,1	6,7	7,3
Autres services	2 018	2 090	2 277	2 391	2 522	2 608	3,6	8,9	5,0	5,5	3,4	4,9
Hébergement et services de restauration	1 759	1 603	1 511	1 618	1 576	1 710	-8,9	-5,7	7,1	-2,6	8,5	-0,5
Services de restauration et débits de boissons	1 366	1 191	1 078	1 179	1 158	1 202	-8,8	-9,5	9,4	-1,8	3,8	-1,3
Commerce de gros	1 336	1 428	1 638	1 728	1 551	1 601	6,9	14,7	5,5	-10,2	3,2	3,3
Enseignement	841	910	1 004	1 071	1 123	1 176	8,2	10,3	6,7	4,9	4,7	6,6
Fabrication	741	742	861	947	874	791	0,1	16,0	10,0	-7,7	-9,5	1,1
Foresterie	782	733	777	768	775	799	-6,3	6,0	-1,2	0,9	3,1	0,4
Arts et loisirs	642	551	547	629	698	722	-14,2	-0,7	15,0	11,0	3,4	2,1
Pêche	603	553	703	672	621	662	-8,3	27,1	-4,4	-7,6	6,6	1,6
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	297	333	306	265	285	265	12,1	-8,1	-13,4	7,5	-7,0	-1,8
Services d'information	147	214	234	244	239	232	45,6	9,3	4,3	-2,0	-2,9	9,6
Activités de soutien à l'agriculture	145	153	164	174	195	197	5,5	7,2	6,1	12,1	1,0	6,0
Services publics	7	4	17	19	26	28	-42,9	325,0	11,8	36,8	7,7	50,0

Source : Tiré des calculs de l'auteur.

Dans le secteur de la vente au détail, les commerces non constitués en société se retrouvent dans une vaste gamme de domaines. Plus de 75 % des ventes au détail sont générées par les industries telles que des pharmacies, d'autres établissements de vente directe (par exemple, les exploitants de ventes au détail personnalisées), des dépanneurs, des stations d'essence comprenant des dépanneurs et d'autres stations d'essence, des épiceries, des concessionnaires de voitures usagées, d'autres magasins de marchandises diverses, des magasins d'équipement de sport, des boutiques de cadeaux, gadgets et souvenirs, ainsi que des commerces de marchandises usagées.

Les entreprises non constituées en société de l'industrie du camionnage ont généré environ 2,8 milliards de dollars. La plupart des travailleurs dans ce secteur sont des opérateurs contractants (travailleurs indépendants) qui sont à contrat pour le compte d'autrui ou pour le compte de transporteurs privés. Un autre segment serait celui des transporteurs routiers pour le compte d'autrui dont le revenu représente moins de 1 million de dollars.

5.1 Produit intérieur brut des entreprises non constituées en société selon l'industrie

Dans l'ensemble, les entreprises non constituées en société ont généré environ un dixième du PIB tiré du secteur des entreprises de 1997 à 2002. Toutefois, on compte quelques entreprises du secteur des entreprises non constituées en société qui ont généré plus de la moitié du PIB de leur industrie dans le secteur des entreprises. Les parts des cabinets de médecins (73,7 % en 2002), des cabinets de dentistes (64,6 %), des services de comptabilité et d'aide juridique (66,0 %), des bailleurs de biens immobiliers (44,7 %), de l'agriculture (44,9 %) et de la pêche (58,9 %) représentent une importante proportion du PIB total du secteur des entreprises au sein de chacune de leurs industries respectives (tableau 8).

Les parts sont élevées pour les médecins, les dentistes et les avocats, parce que nombre d'entre eux n'étaient pas autorisés à se constituer en société dans plusieurs provinces au cours de la période à l'étude. La baisse de la part de l'agriculture dans le cas des entreprises agricoles non constituées en société (60,5 % en 1997 et 44,9 % en 2002) est peut-être le résultat de plusieurs tendances historiques (comme il est mentionné dans la page précédente) au sein de l'industrie.

Tableau 8
Produit intérieur brut aux prix de base, proportion du total et part du produit intérieur brut agrégé pour certaines industries du secteur des entreprises non constituées en société, 1997 à 2002

	Proportion du total		Part du produit intérieur brut total	
	1997	2002	1997	2002
	pourcentage			
Toutes les industries	100,0	100,0	11,3	10,1
Industries de biens	24,8	21,7	6,5	5,2
Services	75,2	78,3	15,0	13,6
Groupe industriel				
Finances	22,5	22,2	17,0	15,1
Bailleurs de biens immobiliers	19,8	18,9	46,6	44,7
Agences, courtiers et autres services d'assurance	1,2	1,4	21,9	21,3
Bureau d'agents/de courtiers immobiliers	1,1	1,4	23,0	19,5
Santé	17,6	18,9	60,2	57,0
Cabinets de médecins	9,8	10,4	79,0	73,7
Cabinets de dentistes	3,5	3,7	71,0	64,6
Services professionnels	10,9	12,5	25,0	21,3
Construction	10,0	10,5	16,1	14,9
Agriculture	11,2	7,9	60,5	44,9
Commerce de détail	6,7	6,9	10,9	9,7
Transport	5,0	4,6	9,0	7,9
Transport par camion	3,6	3,4	24,3	20,5
Services administratifs	2,8	3,4	12,8	11,4
Autres services	2,9	3,2	15,1	13,8
Hébergement et services de restauration	2,5	2,1	9,0	6,8
Services de restauration et débits de boissons	1,9	1,5	10,3	7,2
Commerce de gros	1,9	1,9	3,1	2,9
Enseignement	1,2	1,4	56,0	51,6
Fabrication	1,1	1,0	0,5	0,4
Foresterie	1,1	1,0	14,3	14,0
Arts et loisirs	0,9	0,9	11,3	8,6
Pêche	0,9	0,8	71,2	58,9
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	0,4	0,3	0,9	0,5
Services d'information	0,2	0,3	0,6	0,6
Activités de soutien à l'agriculture	0,2	0,2	19,4	17,7
Services publics	0,0	0,0	0,0	0,1

Source : Tiré des calculs de l'auteur.

5.2 Produit intérieur brut du secteur des entreprises constituées en société

La contribution au PIB du secteur des entreprises constituées en société a été de 734,8 milliards de dollars en 2002. La part des industries de services a été légèrement plus élevée (55,7 % du PIB total) que celle des industries de biens (44,3 %) (tableau 9). Le secteur des entreprises constituées en société a été plus irrégulier du point de vue des taux de croissance que le secteur des entreprises non constituées en société, en raison pour une large part des fortes variations enregistrées dans les industries de biens. L'industrie de la fabrication a connu une croissance de 13,5 % et de 10,1 % respectivement en 1999 et en 2000, puis a diminué de 4,0 % en 2001. L'extraction minière et l'extraction de pétrole et de gaz ont diminué de 19,4 % en 1998 et ont connu une croissance de 26,1 % et de 77,5 % respectivement en 1999 et en 2000. La croissance dans le secteur des entreprises non constituées en société est plus stable, étant donné que celui-ci est constitué pour une large part d'entreprises de services, et que l'ensemble de l'industrie de services a augmenté de façon continue de l'ordre de 2 % à 6 % au cours de la période de 1997 à 2002.

5.3 Croissance plus lente dans le secteur des entreprises non constituées en société

De 1997 à 2002, le PIB du secteur des entreprises non constituées en société a augmenté en moyenne de 3,1 % par année, soit à un rythme plus lent que celui du secteur des entreprises constituées en société, qui a connu un taux de croissance moyen de 5,9 % par année.

La croissance plus faible du PIB dans le secteur des entreprises non constituées en société, par rapport au secteur des entreprises constituées en société, s'est fait sentir à la fois dans les industries de biens et dans les industries de services (voir les tableaux 7 et 9). La faiblesse des industries de biens est le résultat pour une large part de la réduction du nombre d'entreprises non constituées en société dans l'industrie de l'agriculture. Les industries de services ont affiché une croissance substantielle tout au long de la période, mais la croissance du secteur des entreprises constituées en société a continué de dépasser celle du secteur des entreprises non constituées en société dans la plupart des industries (et plus particulièrement la finance, la santé et les services professionnels). Par exemple, les cabinets de médecins et les cabinets de dentistes ont connu une croissance moyenne d'environ 11 % de 1997 à 2002, tandis que la croissance moyenne du secteur des entreprises non constituées en société n'a été que de 4 %. Cela est le résultat de l'activité économique accrue des médecins et dentistes constitués en société, principalement en Alberta et en Colombie-Britannique[27]. En outre, la croissance moyenne du commerce de détail dans le cas des entreprises constituées en société représentait presque le double de celle du secteur des entreprises non constituées en société. Dans le commerce de détail, de nouvelles formules, comme l'expansion des magasins à grande surface, ont entraîné la croissance des magasins à succursales, qui font partie du secteur des entreprises constituées en société. Depuis

27. De même, on a noté une activité économique accrue pour les avocats constitués en société dans l'industrie des services professionnels en Alberta et en Colombie-Britannique.

Tableau 9
Produit intérieur brut pour certaines industries des entreprises constituées en société, 1997 à 2002

Groupe d'industries	Niveau						Taux de croissance					Taux de croissance moyens
	1997	1998	1999	2000	2001	2002	1998	1999	2000	2001	2002	2002/1997
	millions de dollars						pourcentage					
Toutes les industries	542 900	564 916	616 332	690 985	712 266	734 791	4,1	9,1	12,1	3,1	3,2	5,9
Industries de biens	247 268	250 447	280 242	328 639	324 875	325 324	1,3	11,9	17,3	-1,1	0,1	5,3
Services	295 632	314 470	336 092	362 346	387 391	409 468	6,4	6,9	7,8	6,9	5,7	6,4
Groupe industriel												
Fabrication	141 525	149 334	169 445	186 515	179 061	181 640	5,5	13,5	10,1	-4,0	1,4	4,7
Finances	76 261	79 454	84 182	90 546	97 837	102 773	4,2	6,0	7,6	8,1	5,0	5,8
Bailleurs de biens immobiliers	15 667	15 466	17 866	16 791	18 491	19 184	-1,3	15,5	-6,0	10,1	3,7	3,7
Agences courtiers et autres services d'assurance	3 067	3 116	3 010	3 268	3 673	4 103	1,6	-3,4	8,6	12,4	11,7	5,6
Bureau d'agents/de courtiers immobiliers	2 651	2 815	3 124	3 440	4 180	4 601	6,2	11,0	10,1	21,5	10,1	12,3
Commerce de gros	42 355	44 020	46 619	49 204	51 800	53 520	3,9	5,9	5,5	5,3	3,3	4,4
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	33 639	27 101	34 161	60 641	59 157	53 330	-19,4	26,1	77,5	-2,4	-9,9	9,8
Commerce de détail	37 618	40 754	42 616	45 865	48 879	53 196	8,3	4,6	7,6	6,6	8,8	6,9
Construction	36 093	37 116	38 902	42 066	46 186	49 192	2,8	4,8	8,1	9,8	6,5	6,0
Transport	34 683	35 959	38 163	40 261	42 716	43 853	3,7	6,1	5,5	6,1	2,7	4,4
Transport par camion	7 770	8 564	8 946	9 533	10 877	10 927	10,2	4,5	6,6	14,1	0,5	6,8
Services professionnels	22 570	26 213	28 546	33 456	35 879	37 921	16,1	8,9	17,2	7,2	5,7	11,3
Services d'information	25 939	28 053	30 086	31 906	33 965	35 994	8,1	7,2	6,0	6,5	6,0	6,5
Services publics	25 435	24 941	25 213	26 222	27 013	26 897	-1,9	1,1	4,0	3,0	-0,4	1,0
Hébergement et services de restauration	17 712	18 950	20 417	21 645	22 423	23 451	7,0	7,7	6,0	3,6	4,6	5,4
Services de restauration et débits de boissons	11 391	12 099	13 371	14 185	14 792	15 420	6,2	10,5	6,1	4,3	4,2	5,9
Services administratifs	13 361	14 653	16 531	17 921	19 862	22 047	9,7	12,8	8,4	10,8	11,0	10,8
Autres services	11 387	11 923	13 080	14 125	15 137	16 242	4,7	9,7	8,0	7,2	7,3	7,1
Santé	8 048	8 472	9 195	10 058	10 910	11 730	5,3	8,5	9,4	8,5	7,5	7,6
Cabinets de médecins	1 804	1 896	2 072	2 406	2 775	3 034	5,1	9,3	16,1	15,3	9,3	11,4
Cabinets de dentistes	1 004	1 128	1 212	1 271	1 518	1 680	12,4	7,4	4,9	19,4	10,7	11,2
Agriculture	5 038	6 052	6 656	7 132	7 764	7 956	20,1	10,0	7,2	8,9	2,5	9,7
Arts et loisirs	5 036	5 194	5 725	6 380	6 965	7 640	3,1	10,2	11,4	9,2	9,7	8,6
Foresterie	4 691	4 976	4 712	4 811	4 354	4 927	6,1	-5,3	2,1	-9,5	13,2	0,8
Enseignement	662	825	932	979	1 018	1 101	24,6	13,0	5,0	4,0	8,2	11,1
Activités de soutien à l'agriculture	603	649	826	873	894	919	7,6	27,3	5,7	2,4	2,8	8,7
Pêche	244	277	325	379	446	462	13,5	17,3	16,6	17,7	3,6	14,9

Source : Tiré des calculs de l'auteur.

le milieu des années 1990, les ventes des magasins à succursales ont augmenté plus rapidement que celles des magasins indépendants en général[28].

Il existe plusieurs autres raisons possibles pour expliquer le recul du secteur des entreprises non constituées en société de 1997 à 2002. Cela pourrait bien venir du fait qu'un plus grand nombre d'entreprises, d'exploitations agricoles ou de professionnels non constitués en société se sont constitués en société par rapport aux années précédentes. De plus, il se pourrait que les travailleurs autonomes aient recommencé à travailler dans des sociétés. De 1997 à 2002, le nombre d'employés dans les sociétés a augmenté de près de 1,4 million, tandis que l'emploi dans les entreprises non constituées en société a diminué légèrement (tableau 3). La vigueur de l'économie au cours de la dernière moitié des années 1990 pourrait avoir favorisé le secteur des entreprises constituées en société.

6 Conclusion

La présente étude vise à quantifier la contribution à l'économie canadienne du secteur des entreprises non constituées en société, du point de vue du produit intérieur brut (PIB). La contribution du secteur des entreprises non constituées en société a été de 82,2 milliards de dollars au total en 2002, soit 10,1 % du PIB total du secteur des entreprises. Toutefois, la part du secteur est beaucoup plus importante dans certaines industries que dans d'autres. Plus de 75 % du total est attribuable aux industries de service, qui sont pour une large part des bailleurs de biens immobiliers dans le secteur des finances et de nombreux professionnels. De plus, l'équilibre entre le secteur des entreprises non constituées en société et le secteur des entreprises constituées en société dans l'économie évolue. Par exemple, un plus grand nombre de professionnels peuvent maintenant se constituer en société[29].

Le secteur des entreprises non constituées en société a connu une hausse de 1997 à 2002, le taux de croissance moyen étant d'environ 3,1 % par année. Toutefois, sa part du PIB total (des entreprises) a diminué, le secteur des entreprises constituées en société ayant dépassé celui des entreprises non constituées en société dans la plupart des industries. Le secteur des entreprises constituées en société a presque doublé sa croissance moyenne par rapport au secteur des entreprises non constituées en société dans les finances, la santé, les services professionnels et le transport. Il a aussi connu une croissance substantiellement plus forte dans la construction, les services administratifs et les autres services, ainsi que dans le commerce de détail. Une baisse digne de mention dans le secteur des entreprises non constituées en société a touché l'agriculture, tandis que cette industrie dans le secteur des entreprises constituées en société a augmenté de façon substantielle.

28. Voir Statistique Canada (1998). Cette analyse a aussi été fondée sur l'Enquête unifiée auprès des entreprises pour le commerce de détail de Statistique Canada pour la période de 1999 à 2002.
29. Depuis janvier 2006, les professionnels, y compris les médecins, les dentistes et les avocats, sont autorisés à se constituer en société en Ontario.

Annexe A Méthodologie

A.1 Variables

Les estimations des agrégations préparées pour le produit intérieur brut des secteurs des entreprises constituées en société et des entreprises non constituées en société on été préparées de la façon suivante.

Secteur des entreprises constituées en société

Revenu du travail + Excédents d'exploitation (par exemple, consommation de capital) + Autres impôts sur la production − Autres subventions à la production

Secteur des entreprises non constituées en société

Revenu du travail + Revenu mixte + Autres excédents d'exploitation (par exemple, consommation de capital) + Autres impôts sur la production − Autres subventions à la production

Dans les comptes canadiens d'entrées-sorties, les principaux agrégats du produit intérieur brut (PIB) (c'est-à-dire revenu du travail et autres excédents d'exploitation) ont été rapprochés des comptes des revenus et des dépenses (CRD). Dans le présent document, les composantes des autres excédents d'exploitation n'ont pas été rapprochées des CRD et sont fondées sur les calculs de l'auteur. Tous les calculs sont expliqués ci-après. Les estimations ont été obtenues des comptes d'entrées-sorties pour les années 1997 (estimations finales), 1998 (estimations finales), 1999 (estimations finales), 2000 (estimations finales), 2001 (estimations finales) et 2002 (estimations provisoires).

A.2 Industries

Les estimations ont été préparées au niveau d'agrégation S (25 groupes d'industries), mais pour les entreprises non constituées en société plus importantes, elles ont été préparées au niveau W (300 industries), puis agrégées au niveau S. Dans l'étude, les logements occupés par le propriétaire ne sont pas inclus dans les estimations du secteur des entreprises non constituées en société. En ce qui a trait au traitement des logements occupés par le propriétaire, le Système de comptabilité nationale (SCN) de 1993 énonce ce qui suit : « le rapport entre le nombre de logements occupés par leurs propriétaires et le nombre de ceux qui sont loués peut varier fortement d'un pays à l'autre, et même, sur une courte période de temps, dans un même pays; par conséquent, les comparaisons, d'un pays à l'autre ou d'une période à l'autre, de la production et de la consommation de services de logements pourraient être faussées, si aucune imputation n'est faite pour la valeur des services de logement produits pour compte propre » (paragraphe 6.29).

Les soins de santé et l'assistance sociale au niveau S ont été désagrégés en 5 classes de niveau W, y compris les cabinets de médecins et les cabinets de dentistes; la finance (niveau S), en 13 industries de niveau W, y compris les bailleurs de biens immobiliers et les bureaux d'agents et de courtiers immobiliers; le transport et l'entreposage (niveau S) en 4 industries de niveau W, y compris le transport par camion et les services de taxi et de limousine;

l'hébergement et les services de restauration (niveau S) en 3 industries de niveau W, y compris les services de restauration et débits de boissons.

A.3 Sources des données

Les données sont tirées de sources variées. L'analyse porte sur les taux de croissance, le ratio du PIB (et ses composantes) à la production brute, et la part du PIB par rapport à l'ensemble des industries. Certaines données sur la production brute et le PIB ont été tirées des documents de travail des analystes du SCN. Elles concernent les cabinets de médecins, les cabinets de dentistes, les bailleurs de biens immobiliers, l'agriculture, l'extraction minière et l'extraction de pétrole et de gaz et les services publics. Pour les autres industries, des estimations ont été élaborées à partir des mêmes sources de données que celles qui ont servi à la production des comptes canadiens d'entrées-sorties.

Pour le secteur des entreprises non constituées en société, les données ont été tirées du fichier de l'univers T1 de l'Agence du revenu du Canada, des T1 de Statistique Canada (Programme des estimations fiscales [PEF])[30], des documents de travail des analystes du SCN et de la partie T1 de diverses enquêtes de Statistique Canada. Ces enquêtes sont énumérées ci-après :

- le Recensement de l'agriculture;
- les enquêtes unifiées auprès des entreprises (EUE), y compris le commerce de détail, le commerce de gros, la fabrication, la foresterie, les comptables et les services alimentaires;
- les enquêtes sur le transport, y compris les transporteurs routiers de marchandises, les messagers et services de messagerie et les services de taxi et de limousine;
- diverses enquêtes sur les services, y compris les réparations de véhicules automobiles, les salons de beauté, les salons de coiffure unisexe et les salons de barbier.

En ce qui a trait à la production brute, les données ont été tirées du fichier de l'univers T1, des revenus bruts du PEF, des revenus d'exploitation de la partie T1 des enquêtes de Statistique Canada et des documents de travail fournis par les analystes du SCN. Diverses tendances touchant les travailleurs autonomes propriétaires d'entreprises non constituées en société de l'Enquête sur la population active (EPA) ont été utilisées pour produire des estimations de la production brute. De même, on a utilisé les données sur l'emploi et les heures travaillées produites par la Division de l'analyse microéconomique (DAME), dans le cas des travailleurs autonomes et des employés rémunérés.

En ce qui a trait au PIB, les données ont été tirées des composantes du PIB du PEF, des composantes du PIB de la partie T1 des enquêtes de Statistique Canada et des documents de travail des analystes du SCN. Le revenu mixte a été utilisé tel quel, à partir des comptes publiés d'entrées-sorties. Les estimations pour les autres impôts sur la production, les autres subventions à la production, les créances, l'ajustement de l'excédent financier et l'ajustement au titre des logiciels, de même que la rente des ressources et les redevances, ont été fondées sur leurs parts respectives dans la production brute.

30. Les estimations du Programme des estimations fiscales de la Division de la méthodologie sont fondées sur un échantillon de données T1 de l'Agence du revenu du Canada.

Les estimations pour les sociétés ont été tirées de la partie T2 des enquêtes de Statistique Canada dont il est question plus haut. Certaines données d'établissements sur la vente de biens et de services de l'Index général des renseignements financiers (IGRF) ont été analysées pour déterminer la tendance de la production brute pour les industries du secteur des entreprises constituées en société. Cela a servi de base à l'estimation de la production brute du secteur des entreprises constituées en société, tandis que la partie pour le secteur des entreprises non constituées en société a été calculée de façon résiduelle. On a procédé ainsi pour les médecins et les dentistes, diverses industries de la construction, les comptables et les avocats.

Les composantes de l'intérêt et de la dépréciation des excédents d'exploitation pour le secteur des entreprises constituées en société ont été tirées de la portion T2 des enquêtes de Statistique Canada, de l'IGRF, des Statistiques financières et fiscales annuelles de la Division de l'organisation et des finances de l'industrie (DOFI) et des documents de travail des analystes. Les estimations combinées de la dépréciation pour les deux secteurs ont par la suite été comparées à la dépréciation géométrique selon l'industrie d'Investissement et Stock de capital, afin de déterminer le niveau approprié et la croissance.

A.4 Limites des données

Les sources de données dans lesquelles il manque des données pour certaines années sont les suivantes :

- des données ne sont pas disponibles pour l'IGRF avant 1999;
- des données ne sont pas disponibles pour diverses enquêtes de l'EUE avant 1999;
- des données ne sont pas disponibles dans la partie T1 du PEF pour 1997, et les paiements d'intérêt manquent pour 1998;
- des données ne sont pas disponibles pour les créances, l'ajustement de l'excédent financier et l'ajustement au titre des logiciels pour 1997 et 1998.

Qualité des données :

- Il y a une rupture dans les données de la DOFI entre 1998, la dernière année pour laquelle on a utilisé la Classification type des industries, et 1999, la première année pour laquelle on a utilisé le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord;
- les données de l'univers T1 ont surestimé le revenu brut des avocats et des comptables en raison de la double comptabilisation des revenus des sociétés de personnes.

Les problèmes de données manquantes et les autres problèmes de qualité des données ont fait l'objet d'un examen soigneux et d'une analyse. À cette fin, on a utilisé le ratio du PIB (y compris ses diverses composantes) à la production brute des années précédentes pour déplacer les valeurs du PIB de la période courante, ou on a établi la tendance de la production brute de diverses industries du secteur des entreprises non constituées en société à partir des données sur l'emploi et les heures travaillées de l'EPA ou de la DAME.

Annexe B Production des sociétés

Le secteur des entreprises non constituées en société a eu une production brute de 158 milliards de dollars en 2002. Cette production a représenté 9,2 % de la production totale du secteur des entreprises, en baisse comparativement à 10,6 % en 1997. Le secteur a connu une croissance moyenne de 2,9 % par année de 1997 à 2002, ce qui est bien inférieur à la croissance moyenne de 6,2 % enregistrée pour les sociétés (tableaux 10 et 11).

Dans le cas du secteur des entreprises non constituées en société, certaines des industries de biens sont remontées dans le classement de la production (voir le tableau 10). Par exemple, l'industrie de la construction vient au deuxième rang dans le tableau 10 (production brute) comparativement au cinquième rang dans le tableau 7 (produit intérieur brut). Cette industrie est plus intégrée dans l'économie et achète davantage d'entrées pour produire 1 $ de production par rapport à la santé (qui vient au deuxième rang dans le tableau 7) qui est moins intégrée, les médecins et les dentistes dépendant principalement de leurs services pour produire 1 $ de production.

Tableau 10

Production brute des entreprises non constituées en société classées selon leur importance, 1997 à 2002

	Niveau						Taux de croissance					Taux de croissance moyens
	1997	1998	1999	2000	2001	2002	1998	1999	2000	2001	2002	2002/1997
	millions de dollars						pourcentage					
Toutes les industries	134 443	138 290	144 953	151 401	154 959	157 598	2,9	4,8	4,4	2,4	1,7	2,9
Industries de biens	50 596	50 611	51 419	52 532	54 299	53 402	0,0	1,6	2,2	3,4	-1,7	0,9
Services	83 848	87 679	93 532	98 871	100 660	104 194	4,6	6,7	5,7	1,8	3,5	4,0
Groupe industriel												
Finances	24 675	26 082	27 206	28 378	29 076	30 661	5,7	4,3	4,3	2,5	5,5	4,0
Bailleurs de biens immobiliers	20 223	21 437	22 176	22 856	23 554	24 462	6,0	3,4	3,1	3,1	3,9	3,5
Agences, courtiers et autres services d'assurance	1 860	1 907	2 017	2 359	1 929	1 674	2,5	5,8	17,0	-18,2	-13,2	-1,7
Bureaux d'agents/de courtiers immobiliers	2 065	2 194	2 343	2 401	2 942	3 245	6,2	6,8	2,5	22,5	10,3	9,5
Construction	23 000	24 263	24 926	26 167	27 498	28 367	5,5	2,7	5,0	5,1	3,2	3,9
Santé	16 370	16 953	17 806	18 492	19 440	20 111	3,6	5,0	3,9	5,1	3,5	3,8
Cabinets de médecins	8 050	8 438	8 812	9 025	9 257	9 574	4,8	4,4	2,4	2,6	3,4	3,2
Cabinets de dentistes	4 340	4 598	4 962	5 278	5 583	5 825	5,9	7,9	6,4	5,8	4,3	5,7
Agriculture	21 140	20 238	19 520	19 022	19 755	18 300	-4,3	-3,5	-2,6	3,9	-7,4	-2,2
Services professionnels	12 156	13 234	15 372	16 658	16 411	16 397	8,9	16,2	8,4	-1,5	-0,1	5,8
Commerce de détail	7 604	7 693	8 521	9 060	9 089	9 162	1,2	10,8	6,3	0,3	0,8	3,4
Transport	6 765	7 120	7 096	7 364	7 381	7 654	5,2	-0,3	3,8	0,2	3,7	2,2
Transport par camion	5 174	5 350	5 273	5 575	5 684	5 852	3,4	-1,4	5,7	2,0	3,0	2,2
Hébergement et services de restauration	4 151	3 771	3 455	3 759	3 799	4 067	-9,2	-8,4	8,8	1,1	7,1	-0,3
Services de restauration et débits de boissons	3 442	3 116	2 756	3 041	3 118	3 228	-9,5	-11,6	10,3	2,5	3,5	-1,0
Services administratifs	3 599	3 802	4 357	4 862	4 944	5 265	5,6	14,6	11,6	1,7	6,5	7,7
Autres services	3 277	3 397	3 683	3 868	4 020	4 091	3,7	8,4	5,0	3,9	1,8	4,1
Fabrication	2 725	2 538	2 871	3 336	3 177	2 867	-6,9	13,1	16,2	-4,8	-9,8	0,9
Commerce de gros	2 354	2 559	2 780	2 900	2 744	2 883	8,7	8,6	4,3	-5,4	5,1	3,7
Foresterie	1 927	1 807	2 041	1 990	1 800	1 793	-6,2	12,9	-2,5	-9,5	-0,4	-1,2
Enseignement	1 304	1 440	1 585	1 671	1 752	1 863	10,4	10,1	5,4	4,8	6,3	7,1
Arts et loisirs	1 266	1 167	1 190	1 350	1 487	1 553	-7,8	2,0	13,4	10,1	4,4	3,8
Pêche	928	865	1 108	1 106	1 034	1 086	-6,8	28,1	-0,2	-6,5	5,0	2,8
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	597	634	608	528	583	535	6,2	-4,1	-13,2	10,4	-8,2	-1,7
Services d'information	327	461	481	509	517	487	41,0	4,3	5,8	1,6	-5,8	8,2
Activités de soutien à l'agriculture	270	261	321	354	416	412	-3,3	23,0	10,3	17,5	-1,0	8,8
Services publics	9	5	24	29	36	42	-44,4	380,0	20,8	24,1	16,7	61,1

Source : Tiré des calculs de l'auteur.

Tableau 11
Production brute des sociétés classées selon leur importance

	Niveau						Taux de croissance					Taux de croissance moyens
	1997	1998	1999	2000	2001	2002	1998	1999	2000	2001	2002	2002/1997
	millions de dollars						pourcentage					
Toutes les industries	1 131 926	1 178 091	1 295 523	1 481 651	1 511 698	1 553 272	4,1	10,0	14,4	2,0	2,8	6,2
Industries de biens	642 190	650 357	720 886	848 844	842 351	853 433	1,3	10,8	17,8	-0,8	1,3	5,5
Services	489 737	527 732	574 633	632 806	669 347	699 835	7,8	8,9	10,1	5,8	4,6	7,2
Groupe industriel												
Fabrication	446 671	460 428	512 824	596 377	581 769	587 220	3,1	11,4	16,3	-2,4	0,9	5,2
Finances	129 579	138 109	149 636	161 792	169 670	177 566	6,6	8,3	8,1	4,9	4,7	6,2
Bailleurs de biens immobiliers	23 656	25 142	26 818	26 577	27 846	29 476	6,3	6,7	-0,9	4,8	5,9	4,1
Agences, courtiers et autres services d'assurance	5 268	5 411	5 612	5 803	4 610	5 451	2,7	3,7	3,4	-20,6	18,2	0,6
Bureaux d'agents/de courtiers immobiliers	4 802	5 200	5 940	6 058	7 842	9 019	8,3	14,2	2,0	29,4	15,0	14,6
Construction	82 852	83 263	88 454	94 599	105 364	113 632	0,5	6,2	6,9	11,4	7,8	6,2
Commerce de gros	67 578	71 289	75 422	83 613	88 995	91 799	5,5	5,8	10,9	6,4	3,2	6,0
Commerce de détail	59 359	63 652	67 774	74 474	80 317	86 212	7,2	6,5	9,9	7,8	7,3	7,5
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	54 314	48 264	56 793	89 868	89 360	83 104	-11,1	17,7	58,2	-0,6	-7,0	8,8
Transport	62 603	65 171	70 206	76 512	79 793	81 075	4,1	7,7	9,0	4,3	1,6	4,9
Transport par camion	16 800	17 021	18 507	21 050	22 886	22 221	1,3	8,7	13,7	8,7	-2,9	5,4
Services professionnels	36 150	42 234	49 524	58 713	61 579	63 524	16,8	17,3	18,6	4,9	3,2	12,6
Services d'information	42 904	48 095	51 750	56 249	59 978	62 471	12,1	7,6	8,7	6,6	4,2	7,6
Hébergement et services de restauration	35 334	37 935	40 753	43 868	45 805	47 489	7,4	7,4	7,6	4,4	3,7	5,7
Services de restauration et débits de boissons	24 601	26 883	29 298	31 953	33 320	34 439	9,3	9,0	9,1	4,3	3,4	6,7
Services publics	31 315	31 275	32 878	36 191	34 967	36 944	-0,1	5,1	10,1	-3,4	5,7	3,0
Services administratifs	19 575	21 675	25 386	28 390	31 079	33 869	10,7	17,1	11,8	9,5	9,0	12,2
Autres services	16 163	17 252	19 917	22 604	23 838	24 922	6,7	15,4	13,5	5,5	4,5	9,0
Agriculture	14 066	14 603	15 798	18 031	18 747	19 317	3,8	8,2	14,1	4,0	3,0	6,2
Arts et loisirs	9 258	10 495	11 508	12 819	13 556	14 863	13,4	9,7	11,4	5,7	9,6	10,1
Santé	10 304	10 818	11 656	12 598	13 509	14 735	5,0	7,7	8,1	7,2	9,1	7,2
Cabinets de médecins	2 313	2 425	2 532	2 821	3 262	3 674	4,8	4,4	11,4	15,6	12,6	9,8
Cabinets de dentistes	1 591	1 686	1 819	1 935	2 221	2 456	6,0	7,9	6,4	14,8	10,6	9,1
Foresterie	11 095	10 699	11 797	10 982	9 397	10 360	-3,6	10,3	-6,9	-14,4	10,2	-1,1
Activités de soutien à l'agriculture	1 092	999	1 419	1 657	1 579	1 685	-8,5	42,0	16,8	-4,7	6,7	9,1
Enseignement	930	1 007	1 101	1 174	1 228	1 310	8,3	9,3	6,6	4,6	6,7	6,8
Pêche	785	826	923	1 139	1 168	1 171	5,2	11,7	23,4	2,5	0,3	8,2

Source : Tiré des calculs de l'auteur.

Bibliographie

Agence du Revenu du Canada. 2009. « Société de personnes ». « Entreprise individuelle et société de personnes ». *Entreprises*. Dernière mise à jour le 15 janvier. http://www.cra-arc.gc.ca/tx/bsnss/tpcs/slprtnr/prtnshp/menu-fra.html (consulté le 4 février 2009).

Baldwin, John R., et James Chowhan. 2003. « L'incidence du travail indépendant sur la croissance de la productivité au Canada et aux États-Unis ». *L'observateur économique canadien*. N° 11-010-XPB au catalogue. Août. Ottawa : Statistique Canada.

Bowlby, Geoff. 2002. « Exode des agriculteurs ». *L'emploi et le revenu en perspective*. N° 75-001-XIF au catalogue. Volume 3, n° 2. Février. Ottawa : Statistique Canada.

Dubé, Vincent, et Denis Pilon. 2006. « Encore sur la route ». *L'emploi et le revenu en perspective*. N° 75-001-XIF au catalogue. Volume 7, n° 1. Janvier. Ottawa : Statistique Canada.

Fédération canadienne de l'entreprise indépendante. s.d. *Tax Planning for Incorporated Enterprises (Private Companies)*. Feuille de renseignements. N° D-IN0055-9512.

Gauthier, J et R. Roy. 1998. « Diverging Trends in Self-Employment in Canada ». *Bulletin de la recherche appliquée*. Direction générale de la recherche appliquée, Politique stratégique. Volume 4, n° 1. Hiver-printemps 1998. Ottawa : Développement des resources humaines Canada.

Gouvernement du Canada. 2005. *Genres d'entreprises*. Entreprises Canada. www.cbsc.org. Canada Business, www.cbsc.org

Industrie Canada. 2002. *Principales statistiques relatives aux petites entreprises*. Recherche et politique de la petite entreprise. Ottawa : Industrie Canada. www.ic.gc.ca/statistiquesspe.

Lin, Z., J. Yates et G. Picot. 1999. *L'accroissement de l'emploi autonome en période de chômage élevé : Analyse empirique des faits récents survenus au Canada*. Direction des études analytiques, documents de recherche. N° 11F0019MPF1999133 au catalogue. Ottawa : Statistique Canada.

Manser, Marilyn E., et Garnett Picot. 1999. « Le travail indépendant au Canada et aux États-Unis ». *L'emploi et le revenu en perspective*. N° 75-001–XPF au catalogue. Automne. Ottawa : Statistique Canada.

Ministère des Finances Canada. 2005. Questions fiscales et autres liées aux entités intermédiaires cotées en bourse (fiducies de revenu et sociétés de personnes en commandite). Consultation auprès des Canadiens et des Canadiennes. Ottawa : Ministère des Finances Canada.

Rashid Abdul 2000. « Le revenu d'emploi des avocats. » *L'emploi et le revenu en perspective*. N° 75-001-XIF au catalogue. Printemps. Ottawa : Statistique Canada.

Siddiqi, Y. 2004. *Integrated Economic Accounts for Canada, 2000*. Non publié. Ottawa : Statistique Canada.

Statistique Canada. 2008. *Guide des comptes des revenus et dépenses*. N° 13-017-XWF au catalogue. Ottawa : Statistique Canada.

Statistique Canada. 1998. *Magasins de détail à succursales et les grands magasins*. N° 63-210-XIB au catalogue. Ottawa : Statistique Canada.

Statistique Canada. 1997. *Guide de l'Enquête sur la population active*. N° 71-543-GIF. Ottawa : Statistique Canada.

Statistique Canada. 1997. *Les travailleurs indépendants comme employeurs*. N° 71-005-XPB au catalogue. Volume 1, numéro 3. Printemps. Ottawa : Statistique Canada.

Statistique Canada. 1991. *Données agricoles, Aperçus statistiques sur l'agriculture canadienne*. N° 21-522F au catalogue. Ottawa : Statistique Canada.

Statistique Canada. 1975. *Comptes nationaux des revenus et dépenses : un guide des comptes nationaux des revenus et dépenses*. N° 13-549F au catalogue. Occasionnel. Volume 3. Ottawa : Statistique Canada.

The World Bank. 1993. *System of National Accounts 1993*. http://go.worldbank.org.